



**F3 ILE DE FRANCE**

**LA VOIX EST LIBRE – Le 07/06/2008 – 11:06:07**

**Invités : Roland CASTRO, architecte urbaniste ; Jérôme DUBUS, porte-parole du MEDEF (Ile-de-France) ; Pierre MANSAT, adjoint au maire PC de Paris chargé de « Paris Métropole » ; Roger KAROUTCHI, secrétaire d'Etat, chargé des relations avec le Parlement, président du groupe UMP du conseil régional d'Ile-de-France ; Marie-Pierre de la GONTRIE, vice-présidente du conseil régional d'Ile-de-France.**

**Thème : émission spéciale sur le Grand Paris.**

**JEAN-JACQUES CROS**

Bonjour, émission spéciale consacrée au Grand Paris. Après les déclarations de Nicolas SARKOZY cette semaine, et dans l'attente de la réunion que va organiser Bertrand DELANOË, la conférence métropolitaine, ça sera dans les jours à venir ; FRANCE 3 Ile-de-France a décidé d'ouvrir le dossier et de faire la lumière sur ce dossier sensible et compliqué en recevant d'abord avec Daïc AUDOUIT deux personnalités de la société civile comme on dit, deux personnes en tout cas qui sont complètement engagées dans la vie de la cité, d'abord Roland CASTRO, architecte, urbaniste et vous faites partie des dix équipes qui ont été sélectionnées par le président de la République pour imaginer le Paris...

**ROLAND CASTRO**

Il n'y a pas que lui qui a sélectionné...

**JEAN-JACQUES CROS**

...en tout cas vous réfléchissez au Paris du futur, et puis en face de vous Jérôme DUBUS vous êtes délégué général du MEDEF Ile-de-France.

**JEROME DUBUS**

Bonjour.

**JEAN-JACQUES CROS**

Vous serez là un peu le porte-parole de tous les décideurs du secteur économique, des chefs d'entreprises. Et j'ajoute pour être complet, que vous êtes un élu UMP de Paris, comme ça nos spectateurs sauront qui vous êtes...

**JEROME DUBUS**

...du XVII<sup>e</sup> ...

**JEAN-JACQUES CROS**

...du XVII<sup>e</sup> arrondissement, ils sauront tout. Merci d'être avec nous. A partir de 11 heures 30 je précise que nous engagerons un autre débat spécifique avec des politiques pour évoquer cette fois la gouvernance de la région, ça sera donc à partir de 11 heures 30. Mais d'abord, la première question, je vous la pose Jérôme DUBUS puisque vous êtes représentant des

forces vives économiques, est-ce que c'était une nécessité d'imaginer de lancer ce débat sur le Grand Paris, est-ce qu'il y avait une demande de la part du secteur économique ?

**JEROME DUBUS**

Non seulement il y avait une demande, mais c'était une obligation et je crois que c'est une grande chance historique de voir que le président de la République, que les autorités gouvernementales, que tout le monde se met à réfléchir sur ce sujet. Pourquoi ? Et puis c'est une grande chance pour les entreprises. Pourquoi ? Il y a trois raisons. La première raison, c'est que on remet le développement économique au cœur des préoccupations. Nous nous disons depuis une dizaine d'années, l'Ile-de-France est en train de perdre un certain nombre de rangs sur la scène européenne. La croissance de l'Ile-de-France dans les dix dernières années, c'est 2,5 % par an ; le Grand Londres c'est 8 % et Milan c'est 4 %. Donc vous voyez que on reste la deuxième région économique en Europe, mais on perd du terrain.

**JEAN-JACQUES CROS**

On va avoir le temps juste de développer cela mais je voudrais me tourner vers Roland CASTRO. Et vous en tant que urbaniste et aménageur du territoire si j'ose dire, vous sentiez qu'il y avait une nécessité ?

**ROLAND CASTRO**

Moi ça fait à peu près vingt-cinq ans que je le dis donc ça fait...je le sens bien. Je le sens bien parce que je pense que la question centrale c'est la question d'un Grand Paris solidaire, c'est insupportable qu'il y ait des quartiers qui soient plus mal, nettement plus mal traités que d'autres. C'est la question là de socle mais en même temps, je suis d'accord avec mon interlocuteur donc on avait dit qu'on aura peut-être du mal à s'engueuler, je suis absolument d'accord avec lui...

**JEROME DUBUS**

Ça va venir, ça va venir, il ne faut pas désespérer...

**ROLAND CASTRO**

...parce qu'en plus je pense un truc, je pense un truc très sérieusement, je pense que la beauté de la ville ça a un rapport avec le développement économique. La solidarité dans la ville évidemment, évidemment qu'une ville marche beaucoup mieux si l'ensemble de ses habitants, qu'une métropole marche beaucoup mieux si l'ensemble de ses habitants se sent bien traité et que physiquement ça se voit dans l'espace. Et en plus, je pense que ces fameux 2,5 % ils tiennent encore à la beauté de Paris.

**JEAN-JACQUES CROS**

Alors on va aller voir justement Daïc avec vous comment on en est arrivé là.

**DAÏC AUDOUIT**

Le Grand Paris, c'est aussi une question institutionnelle et il y a un problème c'est que légalement Paris qui a le statut de département ne peut pas faire d'intercommunalité avec les villes voisines, cela montre que Paris a toujours eu une spécificité, et pourquoi ? Parce que l'Etat a toujours regardé de très près ce qu'il s'y faisait, et ça a eu des conséquences sur le développement administratif de la région. Petit rappel des faits historiques avec Fernando MALVERDE, Nedim LONCAREVIC et quelques images en noir et blanc.

**VOIX OFF**

Dans les années vingt, la destruction des fortifications symbolise l'ouverture de la capitale et son rapprochement avec la banlieue. Construction d'hôpitaux, distribution d'eau et de gaz, transport public, de nombreux syndicats intercommunaux existent déjà depuis les années 1900. Ils travaillent sous l'égide du département de la Seine qui regroupe plus de quatre-vingts communes sur le territoire qui correspond à peu près à Paris et à sa grande couronne, une institution plutôt efficace.

**ANNE FOURCAUT, HISTORIENNE, UNIVERSITE PARIS I PANTHEON SORBONNE**

Le Grand Paris a existé, ça ne s'appelait pas comme ça mais le département de la Seine il y avait un conseil général comme tous les départements qui regroupait élus au suffrage universel des élus parisiens et des élus banlieusards était une forme d'instance de gestion de l'agglomération. Il y a une espèce de consensus pour régler les problèmes techniques qui transcende les clivages politiques.

**VOIX OFF**

Après la Deuxième guerre mondiale, pendant les Trente Glorieuses, la région parisienne va connaître une expansion considérable. Croissance démographique, problèmes de logement et de transport, les défis sont énormes. Nommé à la tête du district de la région parisienne, le super préfet Paul DELOUVRIER est l'homme de la situation. Il lance la construction de grands ensembles, la création des villes nouvelles, le réseau du RER et supervise le bouclage du périphérique. Tous ces immenses chantiers des années soixante et soixante-dix sont le fait d'un Etat tout puissant.

**ANNE FOURCAUT**

DELOUVRIER n'a accepté sa mission qu'à condition d'avoir un lien direct avec le général de GAULLE. L'Etat peut imposer via le district, via les villes nouvelles, via les nouveaux départements une configuration complètement nouvelle à l'Ile-de-France sans véritable consultation des élus locaux.

**VOIX OFF**

L'ancien département de la Seine est redécoupé en donnant naissance aux départements actuels et en 1977, Jacques CHIRAC est le premier maire élu de la capitale. Une décentralisation qui s'accélère avec la gauche et l'élection du premier conseil régional en 1983. La démocratie est gagnante, mais les centres de décision se multiplient. La frontière entre la capitale et sa banlieue est symbolisée par le périphérique, mais ce n'est pas le principal obstacle pour construire le Grand Paris.

**MATHIEU FLONNEAU, HISTORIEN UNIVERSITE PARIS I PANTHEON SORBONNE**

La frontière est avant tout administrative, et s'il y a une obsolescence, ce n'est pas tellement l'obsolescence de l'infrastructure qui est assez moderne et qui fonctionne bien, car le boulevard périphérique est d'un usage essentiel à la circulation parisienne, alors que les structures administratives sont probablement datées.

**ANNE FOURCAUT**

Un DELOUVRIER aujourd'hui, ce n'est pas possible. Ce n'est pas possible parce que l'Etat peut donner une impulsion, peut animer mais ne peut pas imposer des réformes à des collectivités territoriales qui n'en voudraient pas. On peut imaginer que les politiques et les habitants sont suffisamment

---

inventifs pour inventer une nouvelle forme qui corresponde aux configurations actuelles.

**VOIX OFF**

Frontières de béton et frontières administratives, pour envisager son avenir la région capitale doit en finir avec les murs qui séparent Paris et sa banlieue.

**JEAN-JACQUES CROS**

Voilà donc retour au débat qui a déjà commencé un peu, mais alors on est un peu surpris parce que vous avez l'air assez d'accord pour dire que la performance ce n'est pas contradictoire avec la solidarité.

**JEROME DUBUS**

Non, on a une région qui reste riche, c'est une des quatre régions les plus riches d'Europe la région Ile-de-France avec 42 000 euros de PIB par habitant, mais cette richesse elle n'est pas très, très bien répartie jusqu'à maintenant.

**JEAN-JACQUES CROS**

Le PIB, c'est le produit intérieur brut...

**JEROME DUBUS**

...c'est les richesses qui sont créées sur la région Ile-de-France. Mais cette richesse elle n'est pas très, très bien répartie sur le territoire. On a plutôt un côté ouest qui est assez riche globalement avec les Hauts-de-Seine, le côté ouest de Paris et puis on a une région qui est du côté est un peu appauvrie ; donc il faut équilibrer les deux.

**JEAN-JACQUES CROS**

Alors Roland CASTRO justement le débat il est est-ce que pour booster la région il faut jouer ses atouts, ou est-ce qu'il faut aider les plus défavorisés et est-ce qu'il y a une contradiction entre les deux ?

**ROLAND CASTRO**

Non, mais il n'y a pas mais par exemple dans ce que j'imagine sur le Grand Paris, il y a « une Défense » bis possible au sud est qui serait absolument géniale à Vitry, y compris un bras de sel nouveau dans une île. Donc moi je pense que effectivement il y a ce constat de déséquilibre, il y a un constat beaucoup plus fin à faire sur des endroits complètement paumés et complètement dramatiques. Je pense qu'il faut mettre de l'intérêt public partout, partout.

**JEAN-JACQUES CROS**

C'est ça que vous appelez le développement en pétales, c'est-à-dire qu'il faut...

**ROLAND CASTRO**

Le développement en pétales, c'est une façon de penser qu'il y a des entités géographiques qui vont dépasser les clivages administratifs. Par exemple, il est pertinent de travailler la vallée de la Marne, il est pertinent de travailler la vallée de la Seine et le pétale de la vallée de la Seine. Dans le pétale de la vallée de la Seine, il serait formidable qu'il y ait « une Défense » bis, il serait très, très beau de fabriquer un truc beaucoup plus consistant autour du lac de Créteil, autour des lieux les plus beaux. Il y a des endroits merveilleux dans ces pétales, comme les forts, à chaque fois qu'il y a un fort...au fort d'Ivry vous avez un Montmartre potentiel comme taille.

**DAÏC AUDOUIT**

Mais là on parle d'urbanisme, est-ce que l'urbanisme peut avoir des conséquences sur le développement économique ?

**ROLAND CASTRO**

Bien sûr, bien sûr !

**DAÏC AUDOUIT**

... Parce qu'on dit que la région est riche mais qu'elle est de plus en plus concurrencée par Londres.

**ROLAND CASTRO**

Bien sûr.

**DAÏC AUDOUIT**

Mais alors comment ?

**ROLAND CASTRO**

Parce que par exemple, attendez, l'urbanisme... je vais dans mon île de la Défense du sud de Vitry, je vais dans mon île de Vitry qui est bourrée de sièges sociaux, je prends un bateau en plus parce que j'ai mis des bateaux sur la Seine, je vais croiser un tramway, un tramway qui va m'amener dans mon... Comment vous dire ? L'urbanisme, ça veut dire si vous mettez en valeur des lieux, si vous inventez des lieux, s'ils sont en réseaux, s'ils sont beaux et si en plus ils sont... ça va évidemment aider au plan économique.

**JEROME DUBUS**

Ce qui est très important, c'est que on a enterré avec cette affaire du Grand Paris, le gouvernement, l'Etat a enterré l'idée stupide qu'on avait encore Paris et le désert français. Et ça, je crois que c'est... même si cette affaire de Grand Paris va prendre du temps, etc. que c'est compliqué, qu'on ne sait pas très bien quel gouvernance il faut, pour les milieux économiques, c'est fondamental. C'est fondamental parce que ça veut dire qu'on accepte la mondialisation, ça veut dire qu'on accepte de se mettre en concurrence avec d'autres régions qui sont celles qui nous précèdent ou celles qui nous suivent mais de plus en plus près...

**JEAN-JACQUES CROS**

Et ça, ça peut renforcer l'attractivité de la région ?

**JEROME DUBUS**

Bien évidemment, parce qu'on a des problèmes de transport, on a des problèmes de logement, on a des problèmes de développement économique, de cohésion sociale et faire la priorité, redonner la priorité à l'Ile-de-France et à Paris, c'est fondamental.

**JEAN-JACQUES CROS**

Ça c'est des critères qui sont évalués par des chefs d'entreprises étrangers quand ils veulent venir s'installer...

**JEROME DUBUS**

Oui c'est clair, dans toutes les enquêtes que l'on a faites sur les investisseurs étrangers qui veulent investir en Ile-de-France, je ne parle pas de Paris, je parle de l'Ile-de-France d'abord ils ne connaissent que Paris, donc là il y a un problème de marque.

**DAÏC AUDOUIT**

Justement ils ne sont pas méfiants quand vous leur dites vous pourriez vous installer...eux ils disent moi je veux rester à Paris, Paris et puis vous leur proposez en banlieue ils disent mais je ne connais pas, j'ai peur...

**JEROME DUBUS**

Ça, ça ne joue plus...

**DAÏC AUDOUIT**

Ça ne joue plus...

**ROLAND CASTRO**

Déjà La Défense en termes de signifiants, déjà la Défense s'appelle Paris-La Défense, bien que ce soit plutôt Courbevoie comme ville...

**JEAN-JACQUES CROS**

Et donc si vous faisiez ça à Créteil, vous penseriez faire Paris-Créteil ?

**ROLAND CASTRO**

Moi je pense en plus, je vais vous dire il y a une chose que je déteste alors ça fera peut-être un objet de discussion avec le CMPF excusez-moi j'appelle le MEDEF, le CMPF, ça fait longtemps que ce n'est plus le CMPF...

**JEROME DUBUS**

...ça fait dix ans que c'est le MEDEF...

**ROLAND CASTRO**

Moi je déteste l'histoire de l'anonymat des CV parce que je trouve que si on s'appelle comme on s'appelle il faut qu'on défende son nom, et je pense qu'il faut avoir...il ne faut pas habituer les gens à cacher sur des choses...

**JEAN-JACQUES CROS**

Donc Créteil c'est Créteil...

**ROLAND CASTRO**

Non, ce n'est pas ça que je veux dire, laissez-moi finir. Je trouve par contre que déjà on a un nom comme on a qu'à dire les noms impossibles de la fiche rouge, les noms impossibles à prononcer en français normal, il ne faut pas en plus rajouter ZUP de telle ville de banlieue, il vaut mieux mettre Paris.

**JEROME DUBUS**

On est d'accord mais c'est déjà ce qui se passe à l'étranger...

**ROLAND CASTRO**

Ce que je veux vous dire, c'est que le signifiant Paris lui il est étalable au sens de l'adresse même de là où vous habitez pour demander du boulot, c'est ça que...

**JEROME DUBUS**

C'est pour ça que nous avons proposé que l'Ile-de-France, que la région Ile-de-France ça fait pas plaisir à tout le monde s'appelle Paris Ile-de-France, parce que c'est beaucoup plus lisible, on a une marque qui est aussi connue que Coca-Cola. Paris, c'est une des deux marques les plus connues en France et dans le monde...

**DAÏC AUDOUIT**

Et donc c'est bien FRANCE 3 Paris Ile-de-France...

**ROLAND CASTRO**

On dirait SEQUELA, on dirait Jacques SEQUELA...

**JEROME DUBUS**

Donc vous vous avez déjà anticipé, c'est très bien...

**JEAN-JACQUES CROS**

Roland CASTRO, Michel CANTAL-DUPART qui est un des architectes que vous connaissez bien qui disait, tout existe déjà, il s'agit de révéler, de réparer ou de revaloriser...

**ROLAND CASTRO**

Mais il a raison...

**JEAN-JACQUES CROS**

Vous êtes d'accord avec ça...

**ROLAND CASTRO**

Il a raison, on a bossé ensemble et il a raison, c'est pas parce qu'on a bossé ensemble mais bien sûr CANTAL a raison ; tout existe. La beauté du territoire existe, le port de Gennevilliers qu'il quitte son statut de port autonome et qu'on garde des darses pour les produits lourds, qu'on enlève les lacs de bagnoles qu'on trouve...L'opéra parce que vous voyez il y a un opéra qui est moche à Paris le nouveau, franchement tout le monde est au courant, un troisième opéra pour 10 millions d'habitants c'est pas un drame, en Allemagne...

**JEAN-JACQUES CROS**

Il y a un à Massy...

**ROLAND CASTRO**

Il y a un à Massy, un quatrième opéra très bien mais imaginez l'opéra de Gennevilliers, la fac du port de Gennevilliers, les ponts vers Argenteuil, le grand marché algérien d'Argenteuil parce qu'il y a aussi des histoires culturelles parce que la mondialisation c'est aussi fabriquer une métropole de notre république mais tissée avec le monde entier de chez nous...

**JEROME DUBUS**

...et accueillant évidemment...

**JEAN-JACQUES CROS**

Alors je vais vous interrompre deux secondes, parce qu'on va regarder un reportage parce que là vous faites allègrement, vous vous libérez allègrement des frontières administratives...

**INTERVENANT**

...mais bien sûr, on a raison...

**JEAN-JACQUES CROS**

Et bien justement on va regarder ce qui s'est passé à Lyon parce que Lyon il y a eu une communauté urbaine qui a regroupé cinquante-sept communes, on va voir comment ça se passe.

**VOIX OFF**

Fallait-il ou non créer le Grand Lyon. Dans le Rhône, la question a été tranchée il y a quarante ans par l'Etat. Depuis, cinquante-sept communes de l'agglomération lyonnaise vivent sous le régime communautaire, et aujourd'hui aucun élu ne manifeste vraiment le souhait de revenir en arrière.

**GERARD COLLOMB, MAIRE DE LYON, PRESIDENT DU GRAND LYON (PS)**

Les élus ont compris qu'ils étaient beaucoup plus forts lorsqu'ils étaient ensemble dans la communauté urbaine que s'ils étaient séparément ; à la fois j'irais dans les grandes logiques pour développer l'économie, pour développer les transports, pour développer le logement social et en même temps pour leurs petits projets locaux.

**VOIX OFF**

Le Grand Lyon nettoie les rues, achemine l'eau et traite les déchets de 1,3 million habitants. Que l'on se trouve dans l'hyper centre de Lyon ou dans les banlieues populaires, même traitement des espaces publics, même service de voirie. Mais le Grand Lyon a également pris en charge des fonctions aussi essentielles que les projets urbains ou le développement économique, un élargissement de compétences qui susciterait l'effroi de plus d'un élu francilien.

**MAURICE CHARRIER, MAIRE DE VAUX-EN-VELIN (DIVERS GAUCHE)**

On est arrivés je dirais à définir une gouvernance qui est, qui fonctionne comme un couple de force, la première force c'est l'identité de la commune ; la deuxième force c'est la pertinence de l'échelon de l'agglomération et l'un nourrit l'autre.

**VOIX OFF**

Le maire de Lyon est traditionnellement président du Grand Lyon. Et pour éviter les blocages politiques une solution : impliquer tous les partis dans l'exécutif. Résultat, pas moins de trente-sept vice-présidents. Restait à régler une question sensible, la répartition des finances permettant de rémunérer 4500 agents. Au Grand Lyon revient la taxe professionnelle payée par les entreprises, aux communes les impôts locaux des habitants. Alors la navigation du navire Grand Lyon s'apparente-t-elle à une croisière sur un Rhône tranquille ? Ici, on ne nie pas les oppositions.

**PHILIPPE COCHET, DEPUTE-MAIRE DE CALUIRE-ET-CUIRE (UMP)**

La position politique si vous voulez de telle ou telle commune a quand même une incidence sur un certain nombre de décisions, ce qui va à l'encontre de ceux qui disent que cette entité est uniquement un lieu technique. Non, ce n'est pas vrai, c'est également un lieu où il y a des enjeux politiques et où très concrètement on voit certaines communes qui sont très, très biens servies par rapport à d'autres qui sont servies.

**JACKY DARNE, VICE-PDT GRAND LYON (PS) CHARGE DES FINANCES**

On a l'impression d'un consensus mou et un peu feutré dans des salons. Ce n'est pas l'idée, l'idée au contraire est d'être assez moderne et d'émettre qu'il y a des intérêts contradictoires et que c'est les négociations et les discussions franches et ouvertes qui permet de trouver des bonnes solutions.

**VOIX OFF**

Toujours est-il que l'intérêt d'une communauté de communes est telle que des villes jusque là méfiantes demandent aujourd'hui à l'intégrer. Ce fut le cas l'année dernière de Givors, au sud de Lyon.

**MARTIAL PASSY, MAIRE DE GIVORS (PCF)**

C'était qui a peur du grand méchant Lyon ! La volonté était de conserver au pouvoir communal l'ensemble de ses compétences et puis toute son autonomie mais est-ce qu'on est véritablement autonome quand on n'a pas un sou ? Il a bien fallu se rendre à l'évidence et que la mutualisation des moyens à travers l'intercommunalité était tout bonnement indispensable.

**VOIX OFF**

Aujourd'hui, les Givordins apprécient leur attachement dans leur commune aux transports en commun lyonnais et les investissements du Grand Lyon dans les zones d'activité. Pour passer de la mise en commun de moyen au partage d'un projet d'agglomération, il a fallu aux Lyonnais d'appuyer sur un principe fort. Petites ou grandes communes, chaque ville à un rôle à jouer.

**MAURICE CHARRIER**

Il m'arrive même de dire que si Vaulx-en-Velin à la chance d'être à côté de Lyon parce que Lyon est une ville magnifique, Lyon a aussi de la chance d'être à côté de Vaulx-en-Velin parce que c'est sur des communes comme Vaulx-en-Velin que se situent beaucoup de potentialité de développement.

**JEAN-JACQUES CROS**

Retour au débat, Roland CASTRO on sait que vous êtes un homme de gauche. Pour dépasser les frontières administratives et ce qu'on a vu là à Lyon, est-ce que c'était bien que le président de la République fasse un espèce de coup de force pour booster une dynamique dans l'Ile-de-France ?

**ROLAND CASTRO**

C'est la question du Grand Paris, c'est une question évidemment à la hauteur d'un président de la République qui revienne. Moi je dis pas l'Etat, il faut que la république revienne, je ne dis pas l'Etat je dis il faut que la république revienne, la république souffre.

**JEAN-JACQUES CROS**

Dans le discours qu'il a fait quand vous étiez à l'Elysée...

**ROLAND CASTRO**

Non mais surtout dans l'intervention qu'il a fait, il n'a pas lu ses notes et dans ce qu'il a dit, il a dit un truc moi je suis entièrement d'accord depuis longtemps : d'abord le projet, ensuite les questions de gouvernance ou de gouvernement, je préférerais le mot gouvernement...

**JEROME DUBUS**

C'est fondamental bien sûr...

**ROLAND CASTRO**

Quand je vous raconte mon Paris en pétales, beaucoup moins angoissant d'imaginer trente maires de la vallée de la Marne, trente maires de la vallée de la Seine, trente maires de la boucle de Gennevilliers plutôt que déjà trois cents maires, d'accord.

**JEAN-JACQUES CROS**

Vous sentez que là il y a une opportunité pour un urbaniste comme vous ?

**ROLAND CASTRO**

Comment vous dire, à partir de l'idée qu'on va produire un projet, la qualité d'un projet c'est quoi ? Il fédère des tas de trucs un projet, il règle des tas de questions à la fois. Dès qu'il devient visible, vous réglez des tas de questions quand vous fabriquez une ville, pas que la question je me transporte, pas que la liste des questions à régler, c'est plus que ça un projet. Et ce projet, il va raconter beaucoup mieux l'histoire administrative. Le département de la Seine dont on parlait tout à l'heure, malheureusement son territoire ne marche pas très bien pour le Grand Paris, c'est un peu petit, mais par contre il a été vachement utile à l'époque où il existait. Pourquoi ? Pour la solidarité. Quand il

y a les jaurésiens Henri SELLIER, toute la tradition jaurésienne du socialisme français, ils ont fait les cités jardins de la périphérie, ils sont tous au bord du département de la Seine : Châtenay-Malabry, Suresnes, etc. Suresnes ou Châtenay...tout ça pour vous dire...

**DAÏC AUDOUIT**

Monsieur DUBUS parce que vous parlez de projet, mais on a du mal à se rendre compte concrètement. Par exemple vous les chefs d'entreprises, qu'est-ce que vous demandez...qu'est-ce qui ne va pas en Ile-de-France et qui pourrait être amélioré par cette nouvelle organisation.

**JEROME DUBUS**

Je crois que la première chose, c'est que il faut je l'ai dit plus de croissance, et le point de croissance qui manque à la France actuellement, il est en Ile-de-France potentiellement, ça c'est très important...

**DAÏC AUDOUIT**

Ça c'est une décision nationale, je ne sais pas c'est des mesures sociales...

**JEROME DUBUS**

Non, non, c'est une décision nationale mais c'est aussi des micro décisions en Ile-de-France. Et donc ça c'est la règle des quatre C pour que le Grand Paris réussisse. Première règle, la croissance ; deuxième règle la créativité, ça c'est une formidable initiative que le gouvernement a fait que de lancer ces concours d'architecte avec dix équipes qui vont travailler, qui vont laisser libre cours à leur créativité, à leur initiatives, c'est très important. Le troisième C c'est le consensus, on n'aura pas une région économiquement forte si on n'a pas de consensus. Et notre inquiétude, celle des décideurs, celle des chefs d'entreprises, c'est qu'on arrive dans des périodes électorales un peu chaudes qui vont être les élections régionales, et j'ai l'impression que si on ne lance pas le Grand Paris avant les élections régionales, on reporte ça aux calanques grecques. Et puis enfin le quatrième, la règle des quatre C il y en a un quatrième, c'est la clarté. Aujourd'hui je prends un exemple en matière économique, l'Etat définit les pôles de compétitivité. En Ile-de-France, on en a quatre à vocation mondiale mais c'est l'Etat qui les a définis, c'est le préfet qui a réuni les acteurs économiques...

**DAÏC AUDOUIT**

Ces compétitivités c'est des entreprises qui travaillent sur un même domaine, qui sont ensemble pour faire de la synergie...

**JEROME DUBUS**

...et que ça soit lisible au niveau international. Mais c'est quand même le préfet qui a pris l'initiative, c'est quand même étonnant, on est quand même dans un pays un peu étonnant. C'est le conseil régional qui a défini le schéma régional de développement économique, mais sans pouvoir l'imposer. Ce sont les départements, les huit départements qui ont défini et qui ont une agence de développement économique qui n'est pas forcément compatible avec le schéma de développement économique, régional et puis enfin ce sont les communes qui fixent les taux de taxe professionnelle. Vous voyez c'est un peu le foutoir en matière de développement économique, il faut clarifier.

**JEAN-JACQUES CROS**

Tout ça, on le verra tout à l'heure dans le débat politique qu'on va faire...

**ROLAND CASTRO**

Non mais quand même enfin peut-être au conditionnel quand même ce serait une base normale qu'elle soit répartie partout, bon ça n'en parlons même plus.

**JEAN-JACQUES CROS**

Est-ce que c'est un projet enthousiasmant Roland CASTRO ?

**ROLAND CASTRO**

C'est un projet fondateur, historique. La dernière fois qu'on a fait ça c'était HAUSSMANN et ça a donné quand même Shanghai, ça a donné une pensée urbaine dans le monde entier. La fois d'avant, c'était Louis XIV, ça a donné Saint-Pétersbourg, toute l'Europe et Washington. Si on arrive à fabriquer, à dessiner la métropole du vivre ensemble hyper dynamique, mais du vivre ensemble avec le monde entier chez nous, c'est quand même ça l'histoire, dans une république métissée, si on arrive à dessiner ça et que ça se fabrique et que ça se sente, on redevient... Parce qu'il y a toute une pensée urbaine catastrophique qui s'est développée, regardez ce qui se passe dans plein d'Emirats, regardez ce qui se passe en Chine, regardez la manière complètement folle dont la ville...

**JEROME DUBUS**

Oui, c'est le grand n'importe quoi...

**ROLAND CASTRO**

C'est du grand n'importe quoi, absolument. Et si on arrive à refaire de l'urbain et en même temps grimper au ciel, on ne va pas faire la tour la plus haute que celle qui est à 850 mètres, on peut se contenter de 300 mètres à Paris on a la Tour Eiffel comme standard et on peut même... Peu importe la question des tours ou machin, c'est pas le sujet. Si on arrive à fabriquer une urbanité belle, solidaire, magnifique, avec des raisons d'aller partout, que l'imaginaire des gens se déplie, qu'ils ne soient pas enfermés dans le petit centre historique. Et il y a du fric partout pour ça parce que je prends un exemple simple, le musée du Judaïsme, normalement où est-ce qu'on l'a fait ? Normalement dans l'histoire... bon normal, on l'a mis dans le III<sup>e</sup> arrondissement de Paris, d'accord mais dans le Grand Paris il n'aurait pas été idiot qu'il soit à Sarcelles par exemple, et ça c'est qu'il faut qu'on se dise.

**JEAN-JACQUES CROS**

Un mot Jérôme DUBUS, oui.

**JEROME DUBUS**

Non, ce qu'il faut éviter c'est qu'on affronte, on mette en affrontement l'est et l'ouest, c'est stupide. Si l'ouest réussit, c'est l'est qui sera tiré également. Si La Défense réussit au niveau international, c'est La Courneuve qui sera tirée vers le haut, voilà, je crois qu'il faut arrêter ce genre de stupidités.

**JEAN-JACQUES CROS**

C'est le mot de la fin, mais restez avec nous parce qu'on va continuer à engager le débat avec des politiques cette fois pour évoquer – alors vous n'aimez pas – la gouvernance, mais la façon dont la région va être gouvernée, on se retrouve tout de suite, merci.

Publicité...

**JEAN-JACQUES CROS**

Place maintenant, débat politique pour savoir quelle gouvernance pour cette nouvelle entité, et d'ailleurs y aura-t-il nouvelle entité ? Pour le savoir avec nous pour en parler, Marie-Pierre de la GONTRIE, bonjour, vous êtes vice-présidente du conseil régional d'Ile-de-France. A côté de vous Roger KAROUTCHI, vous êtes ministre mais là vous êtes le chef de l'opposition de droite au conseil régional socialiste ; et en face de vous Pierre MANSAT, vous êtes adjoint au maire de Paris et vous êtes élu communiste du XX<sup>e</sup> arrondissement. Alors des invités qui peuvent répondre à vos questions, il vous suffit d'appeler comme d'habitude chaque semaine le 01 41 09 34 56 pour leur poser des questions concrètes sur les applications du Grand Paris dans votre vie quotidienne. Et puis ensemble, on va voir quelles pistes il y a déjà pour le Grand Paris, mais c'est des pistes qui ont Daïc été largement évoquées par le président de la République.

### **DAÏC AUDOIT**

Oui, alors l'info de la semaine c'est Christian BLANC qui a survolé en hélicoptère la région Ile-de-France, donc Christian BLANC c'est le secrétaire d'Etat chargé du développement de la région Ile-de-France qui a été mis en place par Nicolas SARKOZY. Depuis un an Nicolas SARKOZY s'exprime, mais quand il parle du Grand Paris, il parle beaucoup de geste architecturaux : de tours, de nouvelle ville. Récemment il a quand même dit en matière de transport, qu'il y avait un problème de gouvernance mais ça on reporte à plus tard la discussion, parce qu'en effet la gouvernance ça pose deux problèmes. Un, il y a le périmètre, c'est quoi le Grand Paris ? C'est Paris et la petite couronne, c'est Paris en gros et la région dans son périmètre, ou il y en a même qui disent que le Grand Paris il faut associer le Havre, le Mans, bref toutes les villes où il y a des gens qu'ils y habitent et qui travaillent à Paris. Deuxième question, c'est comment on organise tout ça ; est-ce qu'on fait une structure bien définie, c'est un peu ce que veut faire monsieur DELANOË pour assurer le financement avec la péréquation ou comme dit monsieur KAROUTCHI il faut faire plutôt des petits projets souples où chacun viendrait, des grands projets mais où chacun viendrait sur la base du volontariat. Mais là moi je me pose une question, parce qu'on parle de tout ça comme si rien n'existait. Or pourtant, il y a la région Ile-de-France qui a compétence en matière de transports, voire de logement avec l'agence foncière donc je me dis, pourquoi on parle d'une nouvelle institution parce qu'il y en a une qui existe déjà. Mais c'est peut-être qu'il y a une arrière-pensée politique derrière, que l'Etat veut reprendre la main pour affaiblir en tout cas la mairie de Paris et la région qui sont à gauche. Bref, je me demande...donc il va falloir des consensus politiques, donc bref je me demande quand même si cette montagne du Grand Paris ne va pas accoucher d'un petit souriceau, un espèce de machin qui rajouterait encore de la complexité à cette structure administrative en France qui est quand même déjà assez lourde et complexe.

### **JEAN-JACQUES CROS**

On va poser la question Marie-Pierre de la GONTRIE parce que Nicolas SARKOZY a eu une phrase, il a parlé de l'Ile-de-France paralysée par un concours d'immobilisme, est-ce que vous vous sentez concernée ou attaquée ?

### **MARIE-PIERRE DE LA GONTRIE**

Je crois d'abord peut-être Daïc AUDOIT a résumé rapidement l'ensemble de la problématique, il y a juste un élément qu'il n'a pas cité, c'est les gens qui habitent cette région. Donc je pense que il faut davantage penser aux problèmes qu'ils rencontrent aujourd'hui, avant de réfléchir à un mode de

gouvernance, à une nouvelle institution qui ne résoudrait pas leurs problèmes. Ensuite, je pense qu'il faut passer du fantasme à la réalité. Le fantasme ou l'incantation, c'est le président de la République un matin qui dit à une radio, vraiment c'est pas possible d'être aussi mal transporté dans le RER A, vraiment il faut que je m'occupe de tout, je vais m'en occuper, je vais régler la situation...

**JEAN-JACQUES CROS**

Il y avait eu d'autres choses avant, il y avait eu un discours à Roissy...

**MARIE-PIERRE DE LA GONTRIE**

La réalité c'est quoi, c'est qu'ensuite il faut...ou avant il faut travailler. Donc les institutions qui existent quelles qu'elles soient, pas que la région Ile-de-France évidemment, les départements, la ville de Paris, les intercommunalités elles travaillent. Mais passer à la réalité, c'est aussi de dire concrètement ce qu'on fait. On a annoncé un plan nécessaire de 17 milliards sur les transports en Ile-de-France, il va falloir voir dans quelques jours, qui vient autour de la table, qui est prêt à participer.

**JEAN-JACQUES CROS**

Donc vous ne l'avez pas pris comme une critique de la gestion socialiste du conseil régional ?

**MARIE-PIERRE DE LA GONTRIE**

Je pense que la président de la République...vous savez j'ai adoré cette phrase de madame SARKOZY qui a dit le président de la République a quatre ou cinq cerveaux qui sont tous remarquablement irrigués. Je pense qu'il a aussi envie d'avoir quatre ou cinq fonctions : président de la République, Premier ministre, ministre et puis aussi président de la région Ile-de-France, maire de Paris donc je pense qu'il faut laisser à chacun ses missions, son rôle.

**DAÏC AUDOUIT**

Est-ce que l'Etat doit se mêler de l'Ile-de-France monsieur KAROUTCHI, est-ce que l'Etat doit se mêler de ce qui se passe en Ile-de-France pour que ça se fasse plus vite ?

**ROGER KAROUTCHI**

Le simple fait de poser la question implique la réponse, oui. Naturellement, oui et c'est pas seulement une critique, même si moi je suis très critique sur la gestion socialiste de la région, tout le monde le sait. Mais au-delà de ça, c'est le fait de dire où est-ce qu'on peut croire et dans quel pays européen que l'Etat, la France en l'occurrence peut se désintéresser d'une région capitale de 11,5 millions d'habitants ; 20 % de la population française habite là dans un espace réduit et 20 % qui ont des besoins forts. Est-ce qu'on vit mieux aujourd'hui en Ile-de-France ; est-ce qu'on est mieux transporté, est-ce qu'on a un meilleur logement ; est-ce qu'on a un cadre de vie ? Non, pourquoi ? Parce que c'est très compliqué et je ne dis pas que c'est de la faute que de la région socialiste, même si je lui impute une partie des responsabilités dans le manque de dynamisme économique. Mais la vérité, c'est que les différents échelons : communes, intercommunalité, départements, région agissent chacun c'est vrai, mais pour autant pas assez en harmonie et nous avons besoin de l'Etat, voilà.

**JEAN-JACQUES CROS**

Pierre MANSAT, vous êtes adjoint au maire de Paris, on a le sentiment que finalement, Bertrand DELANOË trouve assez bien son compte, dans le fait que le président de la République ait boosté un projet pour la région capitale ?

**PIERRE MANSAT**

Je crois que le maire de Paris constate qu'il a provoqué, qu'il a lancé le débat. C'est 2001 Paris qui décide de sortir de son splendide isolement, qui décide de tendre la main à la fois au conseil régional, à la région, conclure un contrat important entre la région et Paris et puis de parler avec les communes, avec les voisins. Pas seulement les voisins limitrophes, mais parler avec les départements, parler avec la Seine-Saint-Denis, le Val-de-Marne, de se dire c'est pas possible que dans cette région on continue à être chacun chez soi, que l'égoïsme n'est plus support au regard des enjeux qui sont eux d'une ville très imbriquée, qui sont ceux des enjeux qu'évoquait Marie-Pierre de la GONTRIE, les enjeux de la vie des gens...

**DAÏC AUDOUIT**

Et en 2001, Paris discutait commune par commune, et ça, ça a évolué. Maintenant ce que vous lancez dans quelques semaines, c'est une réunion globale avec toutes les communes.

**PIERRE MANSAT**

Non, dès 2001 à la fois on a discuté commune par commune, d'ailleurs avec tout courant politique...

**DAÏC AUDOUIT**

Vous signez des contrats particuliers...

**PIERRE MANSAT**

...des mairies UMP, PC ; PS, les Verts mais dès le 5 décembre 2001, Bertrand DELANOË avait invité les maires, les conseillers généraux, conseillers régionaux. Il avait dit on a un problème, il n'y a pas de lieu de dialogue entre les élus du cœur de l'agglomération. Et donc, on a proposé dès 2004, la création d'une conférence métropolitaine qui est un terme barbare pour désigner un lieu où des élus peuvent se parler, peuvent faire un diagnostic commun et avoir un langage commun, ce qui n'est pas encore le cas aujourd'hui.

**JEAN-JACQUES CROS**

Pour aller plus loin dans le débat sur le périmètre, qui ça doit impliquer, on est allé voir à Madrid comment ça se passait, c'est une capitale qui est à peu près organisée comme ce que pourrait devenir Paris, on regarde.

**VOIX OFF**

La région de Madrid est une agglomération de près de deux cents communes ; 6 millions d'habitants dont la moitié vivent dans la capitale. Pour les quartiers excentrés ou les petites villes de la périphérie, le poids économique et symbolique de Madrid est considérable.

**HABITANT DE MADRID (TRADUCTION)**

Tu peux vivre à Coslada, à Móstoles à Getafe à Valdemoro, tout le monde vit à Madrid et se sent de Madrid.

**VOIX OFF**

La communauté autonome de Madrid est née après la dictature et l'adoption d'une constitution quasi fédéraliste. Pouvoir législatif et fiscal, organisation de la santé, des transports, de l'éducation, avec ses 250 000 salariés, les attributions de la communauté sont très étendues. Une des vitrines de la région est une télévision qui émet vingt-quatre heures sur vingt-quatre et qu'elle finance entièrement.

**JUAN MIGUEL RAMIRO MOR, CHEF DU SERVICE LOCAL A TELEMADRID, (TRADUCTION)**

Je crois que ça contribue à expliquer, les gens connaissent plus de choses sur Madrid et d'une certaine façon oui, ça peut contribuer à donner un certain sentiment d'appartenance à la communauté de Madrid. Mais c'est quelque chose qui n'atteint pas le niveau politique nationaliste qui existe dans les autres communautés, absolument pas.

**VOIX OFF**

Symbole du remarquable dynamisme de Madrid, douze kilomètres de tunnels financés par la seule municipalité viennent d'être inaugurés par Alberto RUIZ-GALLARDON, l'ambitieux maire membre du parti populaire. Alors qu'elle est dans le même parti, la présidente de la communauté autonome s'efforce de rééquilibrer la toute puissance d'une ville dotée d'un statut spécial. Sa mission, apporter investissements et infrastructures aux villes les moins favorisées.

**ESPERANZA AGUIRRE, PRESIDENTE COMMUNAUTE AUTONOME MADRID**

Le territoire est très petit, et l'institution de la mairie est très solide. Il y a beaucoup de siècles qu'elle existe, et nous, nous sommes relativement nouveaux, seulement vingt-cinq années que la communauté existe.

**VOIX OFF**

A une vingtaine de kilomètres de Madrid, Getafe, 150 000 habitants. Cette ville ouvrière était le symbole des villes dortoirs, les choses ont énormément changé.

**HABITANT (TRADUCTION)**

Beaucoup de villes d'Espagne pourraient envier Getafe parce qu'elle est très équipée. Moi quand je suis venu ici, il n'y avait même pas de médecin, il fallait aller à Madrid pour les spécialistes et aujourd'hui, on a tout.

**HABITANTE (TRADUCTION)**

Aujourd'hui on est beaucoup à travailler ici ou dans la zone, on n'a pas besoin de se déplacer à Madrid.

**VOIX OFF**

Getafe dispose aujourd'hui d'une nouvelle ligne de métro, d'un hôpital, de trois universités et de zones d'emploi dans les technologies de pointe ; de profondes transformations grâce à la coopération entre sa mairie et la communauté autonome de Madrid.

**PEDRO CASTRO, MAIRE DE GETAFE (SOCIALISTE), (TRADUCTION)**

Quand le pouvoir cesse d'être jacobin, plus le pouvoir est proche plus la solution sera proche du problème. On gagne en trois choses, en efficacité parce que les solutions sont plus proches des citoyens, en rentabilité économique parce que la proximité ça coûte moins cher et le plus important, en rentabilité sociale.

**VOIX OFF**

L'efficacité des communautés autonomes n'est plus à prouver. Les débats portent aujourd'hui en Espagne sur une deuxième décentralisation : reprendre un peu du pouvoir des régions, et le redistribuer encore plus près des citoyens, au niveau des municipalités.

**JEAN-JACQUES CROS**

Retour au débat. Donc on le voit là entre Paris qui étouffe, qui est trop petit et puis le Bassin parisien que veulent certains ; est-ce que la région n'est pas ou trop petite ou trop grande ? Vous êtes première vice-présidente de Jean-

Paul HUCHON, vous défendez les intérêts de la région et du conseil régional, est-ce que finalement le conseil régional ne se trouve pas squizzé ?

**MARIE-PIERRE DE LA GONTRIE**

Ecoutez le conseil régional mène des politiques qui à l'évidence, sont jugées comme nécessaires par les communes avec lesquelles il travaille et donc qui ne souhaitent pas que cette action disparaisse. Moi je trouvais très intéressant dans le reportage, ce qui s'était dit sur cette ville de Getafe, près de Madrid. Qu'est-ce qu'on voyait sur le fait que ce développement de zone était agréable, harmonieux ? C'est que on a bien vu qu'il y avait un effort public très important, plusieurs universités, bref et la personne interrogée disait mais au fond, on n'a plus besoin d'aller à Madrid. Aujourd'hui ce qu'on dit dans cette région, c'est qu'il faut développer des autres cœurs d'activité que le centre de Paris. Et c'est pour cela que par exemple, on a été très consternés de voir que dans le plan campus annoncé par Valérie PECRESSE il y a quelques jours, il n'y a aucune université francilienne. C'est par là qu'on passera avec la région pour que l'ensemble de la zone se développe.

**JEAN-JACQUES CROS**

Le conseil régional a travaillé sur un schéma directeur de l'Ile-de-France qui apparaît un peu poussif, non ? Enfin, c'est la critique qu'on lui fait ; c'est-à-dire d'avoir été très mesuré, sans souffle.

**MARIE-PIERRE DE LA GONTRIE**

Ecoutez, si c'est votre avis, vous le défendez...

**JEAN-JACQUES CROS**

Non, c'est les critiques qui lui sont faites...

**MARIE-PIERRE DE LA GONTRIE**

Non, je ne crois pas. Je crois que c'est un travail qui a été fait pendant trois ans, ça a été la plus grande concertation et enquête publique qui n'ait jamais été réalisée sur ce genre de projet.

**JEAN-JACQUES CROS**

Oui mais est-ce que ça donne du souffle ça ?

**MARIE-PIERRE DE LA GONTRIE**

Le souffle, je vais vous dire ; je pense qu'il faut arrêter de parler d'images, il faut parler de réalité. Lorsqu'on dit 60 000 logements nouveaux par an, on nous dit parfois : oui c'est un problème grave et ensuite on nous dit mais est-ce que vous arriverez à le faire. Si vous appelez ça manquer de souffle, je ne sais pas ce qu'est le souffle pour vous.

**DAÏC AUDOIT**

Pierre MANSAT pour revenir au périmètre, Paris a vocation à travailler avec les communes voisines par exemple avec Boulogne ou avec des communes de la seconde couronne comme Ivry et est-ce que vous pourriez travailler de la même façon et que ça peut être englobé dans un même territoire ou pas ?

**PIERRE MANSAT**

Je pense qu'on est à un moment où il faut réfléchir en termes d'emboîtement. Je ne crois pas que le débat de cette période-là soit un débat de périmètre, voire même de nouvelles institutions. Il faut commencer par réfléchir à ce qui fait défaut, qui est existant déjà d'ailleurs, il y a de la coopération énormément avec la région, les départements commencent à se

parler, il y a des intercommunalités à l'intérieur. Mais, ce n'est pas suffisant, c'est pas du tout à la hauteur des enjeux. Donc aujourd'hui le débat est de comment on arrive à emboîter l'ensemble de ces politiques publiques pour qu'elles soient plus pertinentes, plus efficaces, plus actives, qu'elles portent plus rapidement des projets qu'on a besoin de réaliser en matière de transport, en matière de logement, en matière d'université, en matière de formation.

**JEAN-JACQUES CROS**

Mais il ne faut pas qu'il y ait un leadership quand même parce que là en l'occurrence, dans ce que vous nous dites c'est le maire de Paris qui joue le leadership, qui joue le leader ?

**PIERRE MANSAT**

Les maires de façon générale ont envie d'exister de façon plus forte dans cette région ; ils ont le sentiment de n'être pas assez entendus, de ne pas avoir assez de place, quels qu'ils soient, quelle que soit la taille de leur commune. Et donc c'est ce qu'on a essayé de faire avec la conférence métropolitaine, c'est de remettre les maires qui sont au cœur du système démocratique, au cœur du débat...

**JEAN-JACQUES CROS**

Mais on sait bien qu'ils ne sont pas à égalité, on sait bien qu'il y a quand même le maire de Paris qui pèse plus que les autres, quand même...

**PIERRE MANSAT**

Mais très certainement, tout le monde le sait, mais c'est en même temps la nécessité dans cette affaire de créer un mouvement qui soit un mouvement partagé, un mouvement qui a une forme de consensus. Il y aura débat bien sûr sur la forme de développement que l'on cherche, sur la question des inégalités, sur la question des ressources qu'on ne peut pas esquiver. Il n'y aura pas de projet quel qu'il soit, qu'il soit Grand Paris, Paris Métropole ou pas de nouvelle institution qui ne voit le jour sans qu'on pose la question des ressources qui sont profondément inégalitaires. Et de ce point de vue-là, le maire de Paris a dit : moi chiche, je suis prêt à partager la richesse parisienne.

**JEAN-JACQUES CROS**

Roger KAROUTCHI, dans le débat précédent on parlait d'HAUSSMANN qui avait laissé sa patte, mais c'était quand même l'instrument d'un pouvoir étatique fort, c'était Napoléon III, c'était quelque chose... Est-ce que Nicolas SARKOZY a l'ambition de représenter un peu la même chose ?

**ROGER KAROUTCHI**

La vérité, elle est simple. Moi je veux bien entendre tout ce qu'on veut, le schéma directeur présenté par la région n'a pas du tout l'ampleur nécessaire pour une région capitale, pas du tout ; ni sur le développement économique, si sur les enjeux, ni sur l'innovation donc ça ne va pas. Je ne dis pas qu'il faut reprendre aux élus pour redonner à l'Etat l'ensemble du pouvoir. Naturellement, plus personne ne veut de ça, nous avons bien saisi depuis les différentes phases de décentralisation que le pouvoir est aux élus. Mais, il faut réinstiller de l'Etat. Pourquoi ? Parce que non seulement, on a besoin d'un certain nombre de dérogations dans les normes, on a besoin de textes différents et on aura besoin d'ailleurs de financements complémentaires. Là où je ne suis pas d'accord avec monsieur MANSAT même si un certain nombre de points je suis d'accord avec lui, c'est que moi je pense que dans une première phase, jusqu'à l'année 2009 les architectes travaillent, les politiques travaillent, tous, Christian BLANC

coordonne et fait les négociations. On a des idées de projet, moi je pense qu'il faut et on va voir au mois de juillet puisqu'il y a d'autres campus universitaires qui vont être choisis par Valérie PECRESSE, et je pense qu'au mois de juillet un ou deux grands pôles parisiens, franciliens seront choisis...

**MARIE-PIERRE DE LA GONTRIE**

C'est une information...

**ROGER KAROUTCHI**

Mais c'est une information qui va vous droit au cœur, moi aussi. De la même manière que naturellement, il faudra un grand pôle d'affaires à l'est, il faudra Métrophérique...

**DAÏC AUDOUIT**

Vous voulez qu'on s'organise en fonction de projets, et justement en fonction des projets ça pourra être des associations de villes différentes, sur les transports ça sera telle ville, sur l'économie ça sera...

**ROGER KAROUTCHI**

Attendez, attendez...

**DAÏC AUDOUIT**

Non mais c'est pour qu'on comprenne bien...

**ROGER KAROUTCHI**

Je vais être parfaitement compréhensible, quand Pierre MANSAT dit évidemment il faut faire une gestion un peu différente en fonction des lieux, etc. Mais le maire de Paris c'est le maire de Paris entre guillemets, pardon ce n'est pas une critique sur DELANOË spécifiquement, c'est un peu lui qui est primus inter pares, c'est un peu qui doit... je ne suis pas d'accord...

**DAÏC AUDOUIT**

...premier d'entre tous primus inter pares...

**ROGER KAROUTCHI**

Oui pardon, c'est le seul mot de latin que je connais, je vous rassure, mais ce que je veux dire c'est que la vérité elle est ailleurs. Une fois qu'on sera d'accord pour dire voilà les grands projets : un pôle d'affaires, des campus universitaires, Métrophérique, des transports publics plus équilibrés, un autre type d'habitat, des Ecopolis, etc. qu'est-ce qu'il faut faire pour les gérer ? Moi là où je ne suis pas d'accord, c'est que je ne pense pas qu'il faille créer une nouvelle strate de gestion constante, permanente, éternelle et qui se rajouterait aux strates existantes, c'est trop ! A la fin, le mille-feuilles institutionnel... Mais en revanche, qu'on se dise voilà les projets, comment est-ce qu'on les gère, qui fait quoi. Et il faut relier l'Etat, la région, les départements, il faut que tout le monde s'y mette pour réussir, sinon ça échouera.

**JEAN-JACQUES CROS**

Je vais juste vous interrompre pour vous dire que ça existe peut-être par exemple le STIFF on y reviendra tout à l'heure, mais il y a un problème où ça n'existe pas peut-être que c'est un vrai problème, c'est sur le logement. Et donc on a été voir à Lyon comment ça se passait, justement la péréquation et l'organisation intercommunale sur le logement. On regarde.

**VOIX OFF**

Avec une discrète fierté, le Grand Lyon avance un succès dans un domaine où même la loi peine à inverser la tendance ; depuis cinq ans il se

construit plus de logement social dans la résidentielle banlieue ouest, que dans les villes populaires de l'est lyonnais. Pour parvenir à ce résultat, la communauté urbaine a dû multiplier par cinq son budget logement social, convaincre des maires que même les habitants des villes dites aisées avaient besoin de logements sociaux et avancer des arguments stratégiques.

**MAURICE CHARRIER, VICE-PDT GRAND LYON CHARGE DE LA COHESION SOCIALE (DIVERS GAUCHE)**

On peut vivre dans une agglomération très riche, une agglomération très dynamique au plan culturel et au plan économique, mais ce dynamisme peut-être mis à mal si une partie de cette agglomération dysfonctionne et donc à partir de là, tout le monde a intérêt à régler le problème.

**VOIX OFF**

Cette prise de conscience collective est traduite par l'adoption à l'unanimité d'un plan local de l'habitat. Un objectif, la construction de 2500 logements sociaux par an. Parmi les moyens, la maîtrise foncière, la négociation avec les promoteurs d'un quota de logements sociaux dans leurs opérations immobilières et l'engagement de prendre en compte les besoins des futurs résidents.

**MARC UHRY, ACTION LYONNAISE POUR L'INSERTION PAR LE LOGEMENT**

L'ensemble des questions de transport, d'aménagement, d'urbanisme sont mis en cohérence avec les politiques du logement et donc ça c'est une grande vertu quand même de l'échelle communautaire de pouvoir mettre en cohérence les politiques publiques qui ont souvent tendance à se télescoper quand on laisse faire la nature.

**VOIX OFF**

Dans certaines communes, cette action volontariste bouscule quelque peu les élus.

**PHILIPPE COCHET, DEPUTE-MAIRE CALUIRE-ET-CUIRE (UMP)**

Il y a certaines communes qui maintenant ne reçoivent pratiquement plus de logement social, d'autres qui étaient en déficit ou qui sont en déficit qui doivent bien évidemment rattraper ce qui est tout à fait logique, mais parfois on se rend compte que l'on passe de l'un à l'autre très brutalement. Et je pense qu'il ne faut pas mettre d'idéologie dans ce genre de démarche, il faut simplement mettre du pragmatisme et parfois il y a de l'idéologie qui peut prendre le dessus sur le pragmatisme.

**VOIX OFF**

Si les associations se félicitent des orientations communautaires, elles en voient néanmoins les limites.

**MARC UHRY**

Dans le Grand Lyon, on a à peu près une Formule 1 en matière de politique de l'habitat et malgré ça, la demande insatisfaite est cinq fois plus importante que l'offre disponible en matière de logement social. Donc, ça veut dire qu'il va falloir changer l'organisation, les logiques mêmes des politiques publiques et il va falloir aller toucher à ce tabou qui est le libre marché en matière de logement.

**VOIX OFF**

Il n'en reste pas moins que vingt-deux communes du Grand Lyon ont ainsi pu répondre aux exigences de la loi dite SRU sur la répartition du logement social.

**JEAN-JACQUES CROS**

Retour au débat, justement le logement est-ce que ce n'est pas l'exemple même de l'échec régional et des échecs municipaux dans la région Ile-de-France Marie-Pierre de la GONTRIE ?

**MARIE-PIERRE DE LA GONTRIE**

Je vous trouve un petit peu réducteur, c'est l'échec de tout le monde, c'est l'échec aussi de l'Etat et là je crois que nous sommes tous d'accord c'est un échec collectif, c'est un problème absolument majeur dans toute la France, on l'a vu dans le reportage, et en région Ile-de-France. Mais c'est pour cela et je pense que Roger KAROUTCHI va dire qu'il en est d'accord, c'est pour ça que nous, nous proposons une structure qui soit un syndicat peu importe le nom, qui mette ensemble tous les acteurs. Parce qu'on voit bien que c'est – Pierre MANSAT l'évoquait tout à l'heure – c'est aussi parfois la multiplicité d'intervenants qui fait que les politiques publiques ont du mal à se mettre en œuvre. Donc on propose, la région propose la création d'un syndicat comme il existe un STIFF pour les transports, un syndicat du logement en Ile-de-France...

**DAÏC AUDOUIT**

Mais qui servirait à quoi, c'est-à-dire vous direz il faut tant de logements sociaux dans tels endroits et il ne faut pas les empiler parce que chaque commune fait son truc dans son coin et finalement ça fait des ghettos ? C'est quoi...

**MARIE-PIERRE DE LA GONTRIE**

Deux choses : mettre autour de la même table tous ceux qui interviennent sur ce domaine, ça n'existe pas. Par ailleurs, on a un problème avec la loi SRU. Aujourd'hui, 50 % des communes d'Ile-de-France n'ont pas de logements sociaux à taux suffisants, c'est évidemment un problème. Donc la région l'a dit, il faut augmenter considérablement si on veut que ce soit efficace ou l'espérer les sanctions imaginables. Mais en tout cas mettre autour de la table tous les partenaires c'est une évidence, et comme j'entendais tout à l'heure cette nécessité évoquée par Roger KAROUTCHI et sur un autre sujet par Pierre MANSAT je pense que nous avons là un sujet concret sur lequel nous pouvons être d'accord, agir parce que la nécessité de l'accord est indispensable et j'aimerais bien qu'on revienne tout à l'heure sur la question des ressources.

**JEAN-JACQUES CROS**

Oui. Roger KAROUTCHI, est-ce que ça pourrait faire partie ce grand syndicat sur le logement des grands projets dont vous parliez tout à l'heure, est-ce que ça rentre dans votre réflexion ?

**ROGER KAROUTCHI**

La structure d'un syndicat du logement, moi je ne sais pas trop ce que ça veut dire. Moi je pense que d'abord sur le logement, il y a un effort national. Et pardon de dire à Marie-Pierre de la GONTRIE que la gauche en 2000, 300 000 logements construits en France ; l'année dernière en 2007, 480 000 donc déjà il faut un effort national et il faut une politique différente en matière fiscale, en matière d'impulsion. En Ile-de-France, contrairement au Grand Lyon pardon parce que la comparaison là n'est pas raison, l'Ile-de-France a des prix du foncier tels que la difficulté est beaucoup plus grande que dans le Grand Lyon de faire de l'immeuble. D'ailleurs la preuve, c'est que je vous dis, on est passé de 2000 à 2007 de 300 000, 480 000 en France. Mais en revanche sur

l'Ile-de-France, on est passé de 32 000 à 38 000 c'est-à-dire que on ne progresse pas aussi vite que la France sur la construction en Ile-de-France. Il faut libérer le foncier, il faut trouver des solutions effectivement pour libérer les terrains, dépolluer un certain nombre de terrains, rendre disponibles à la construction des terrains. Et puis ensuite, il faut voir qui s'en occupe. La vérité aujourd'hui et ça c'est vrai, là-dessus je partage l'opinion de Marie-Pierre c'est que tout le monde s'en occupe : l'Etat, la région, les communes, les départements, il n'y a pas de visibilité suffisante...

**DAÏC AUDOUIT**

Et c'est anarchique ou pas ?

**ROGER KAROUTCHI**

Anarchique non, mais l'effort est insuffisant. Et moi là où je ne suis pas tout à fait d'accord, c'est que il va y avoir un texte de loi, un grand texte de loi sur le logement à l'automne au niveau national porté par Christine BOUTIN et qu'il va y avoir tout un chapitre francilien. Donc là-dessus, on va voir comment on fait. Il ne faut pas seulement des sanctions, il faut de l'impulsion, il faut aider les maires bâtisseurs, il faut faire en sorte qu'on libère des terrains pour construire davantage. Mais je reconnais que dans le cœur de l'agglomération, je ne parle pas de l'ensemble de l'Ile-de-France, il y a très peu de terrains disponibles, c'est difficile mais il faudra le faire.

**JEAN-JACQUES CROS**

Pierre MANSAT, comment est-ce que la ville de Paris et donc la municipalité peut s'insérer dans un dispositif comme un syndicat sur le logement ?

**PIERRE MANSAT**

D'abord elle doit répondre, nous allons discuter de cette proposition que fait le conseil régional. La première réponse, c'est Paris qui produit un effort, qui doit produire un effort considérable en matière de logement. C'est ce qu'on fait depuis 2001 avec un engagement extrêmement fort sur la mandature qui vient, puisque Bertrand DELANOË s'est engagé à construire, produire 40 000 logements à Paris d'ici 2014 ce qui demande un effort considérable.

**DAÏC AUDOUIT**

C'est ça et donc s'il y avait une structure commune Paris ne financerait pas seule, vous auriez des aides, c'est ça ?

**PIERRE MANSAT**

En tout cas, on pourrait cumuler... D'abord il faudrait que tout le monde y mette du sien, par exemple l'Etat en matière de propriété de l'Etat, les terrains de l'Etat, les immeubles de l'Etat...

**ROGER KAROUTCHI**

Ça c'est vrai, il y a du foncier d'Etat qui doit être transféré...

**PIERRE MANSAT**

...plutôt de les utiliser pour faire de la trésorerie et faire de l'argent ; regarder comment on peut le mettre à disposition par exemple même à l'euro symbolique puisque c'est au profit d'une politique publique. Et puis il faut aussi des actions de mutualisation, de coordination. Lundi, Bertrand DELANOË sera à Saint-Ouen avec Jacqueline ROUILLON la maire de Saint-Ouen, nous signons un accord pour réaliser ensemble un quartier entier, les docks de Saint-Ouen en bord de Seine, 800 logements où Paris amène son apport, notamment en

termes de terrains pour réaliser ces logements. C'est de genre d'initiatives qu'il faut développer à travers une mutualisation des forces de chacun, des communes, des départements, de la région et qu'il faut exprimer une volonté politique extrêmement forte. C'est pour ça que je pense que la gouvernance elle ne peut pas être secondaire, elle peut être seconde. Regardons d'abord ce qu'on envisage, mettons nous d'accord, mais il faut en même temps de la gouvernance.

**JEAN-JACQUES CROS**

Mais Roger KAROUTCHI l'hypothèse qui avait été évoquée par le sénateur DALLIER d'une fusion entre Paris et le département de la petite couronne et donc quelque chose de plus coercitif, c'est abandonné.

**ROGER KAROUTCHI**

C'est abandonné...c'est l'idée de Philippe DALLIER ; comme on n'en n'est pas encore à la gouvernance, chacun a le droit de défendre sa conviction.

**JEAN-JACQUES CROS**

Parce que là vous parlez de coopération, de discussion, de se mettre d'accord, ça ne veut pas dire qu'il n'y a pas quelques gains...

**ROGER KAROUTCHI**

Oui mais vous savez, je comprends mais dans la proposition de mon ami DALLIER en fait on fait un grand département central de 6,5 millions d'habitants et puis, il y a les quatre départements périphériques, les malheureux un peu marginalisés, donc ça fait un peu exploser la région Ile-de-France et ses solidarités naturelles. Moi je ne suis pas favorable à cette idée et je vais vous dire pourquoi je ne suis pas favorable en plus, et Philippe le sait bien, parce que je considère que si on veut relancer la dynamique dans cette région, il faut que l'Etat se réinvestisse complètement et qu'on arrête dire l'Etat doit être en province mais pas en Ile-de-France parce que c'est la région la plus riche. Nous avons une région où il y a beaucoup de difficultés, beaucoup de déséquilibres, beaucoup de quartiers qui sont dans des situations pénibles, donc nous avons besoin de l'Etat. A partir de là, il faut que l'Etat revienne et dans la gestion que j'imagine pour le futur, il faut que l'Etat, la région et les départements se retrouvent. Est-ce qu'il faut une communauté urbaine ? Je n'y crois pas parce que c'est trop réduit à mon avis par rapport au développement de Saclay, de Roissy ou de grands pôles en Seine-et-Marne mais il faut soit un grand établissement public d'Etat où chaque collectivité sur le point précis du grand projet apporte sa participation, soit une opération d'intérêt national avec l'ensemble.

**JEAN-JACQUES CROS**

On s'interrompt quelques minutes le temps de regarder le journal présenté par Jean-Noël MIRANDE. Pendant ce temps-là vous pouvez appeler et poser des questions à nos invités, on se retrouve juste après le journal, à tout de suite.

JOURNAL...

**JEAN-JACQUES CROS**

Retour à « La voix est libre » avec Marie-Pierre de la GONTRIE, première vice-présidente du conseil régional ; à côté de vous Roger KAROUTCHI le patron de l'opposition UMP au conseil régional et en face de vous, Pierre MANSAT adjoint communiste à Bertrand DELANOË, donc au maire de Paris. Un mot avant qu'on évoque des dossiers plus pratiques et plus

---

concrets, par exemple les transports ; est-ce que tout ce que vous avez dit tout à l'heure, cette solidarité ça ne doit pas passer par une solidarité financière et donc est-ce qu'il faut une péréquation voire même une mise en commun de la taxe professionnelle par exemple ? Marie-Pierre de la GONTRIE.

**MARIE-PIERRE DE LA GONTRIE**

Je suis contente qu'on vienne sur ce sujet parce que c'est un petit peu le non dit de tout ce débat. Pierre MANSAT l'a évoqué tout à l'heure, il y a un problème de solidarité dans cette région, on a les dix communes les plus pauvres de France, les dix communes les plus riches de France. Il y a une incroyable, alors que cette région apparaît comme riche, hétérogénéité considérable entre les ressources des uns et des autres et le niveau de vie. Un Francilien sur dix vit en dessous du seuil de pauvreté, donc la péréquation est indispensable...

**DAÏC AUDOUIT**

Non mais est-ce qu'il faut mettre ces ressources en commun et redistribuer, c'est ça la péréquation ?

**MARIE-PIERRE DE LA GONTRIE**

La péréquation ça dépend... Non mais peu importe, peu importe, ne nous battons pas sur des concepts budgétaires. Ce qu'on sait c'est que grosso modo, il faut des équipements collectifs, il faut une politique publique qui bénéficie à tous et que ceux qui ont plus de moyens ou plus de recettes puissent contribuer à l'effort des autres. C'est ce que fait Paris lorsqu'il propose par exemple de travailler avec d'autres communes. Et pourquoi est-ce que je souhaite revenir sur ce point aussi ? C'est que moi j'ai été absolument choquée pour pas dire plus, de lire les propos du président du conseil général des Hauts-de-Seine qui a expliqué il y a quelques jours dans LE MONDE que les Hauts-de-Seine avaient des recettes, mais que les Hauts-de-Seine avaient réussi et qu'il n'y avait aucune raison pour que ils aillent contribuer aux efforts de la Seine-Saint-Denis. Alors si l'état d'esprit c'est ça, je pense qu'on peut réfléchir aussi longtemps que l'on veut sur la question du Grand Paris...

**JEAN-JACQUES CROS**

Je ne veux pas faire le porte-parole de Patrick DEVEDJIAN, c'est pas exactement ça... en disant c'est que quand les deux départements ont été créés ils étaient à peu près dans la même situation, et que maintenant ils sont dans une situation différente.

**MARIE-PIERRE DE LA GONTRIE**

Il continue en disant, si vous allez jusqu'au bout de l'interview, nous n'avons donc aucune raison d'aider la Seine-Saint-Denis. Et ça c'est exactement à l'inverse de l'état d'esprit de Jean-Paul HUCHON et de la région, de ce que exprime Bertrand DELANOË. Et j'aimerais comprendre puisque Roger KAROUTCHI connaît bien les Hauts-de-Seine il en est l'élu, que le président de la République est l'ancien président du conseil général des Hauts-de-Seine, ce qu'il pense de ça : est-ce que les Hauts-de-Seine doivent contribuer oui ou non comme Paris le propose, à ce que les politiques publiques en Ile-de-France soient financées.

**ROGER KAROUTCHI**

Marie-Pierre de la GONTRIE a une manière comme souvent au conseil général d'ailleurs de détourner le propos, de faire en sorte qu'on fait tout ça on mêle et on arrive sur une conclusion qui n'est évidemment pas la bonne.

Jamais, jamais nous n'avons dit, pas plus le président de la République que Patrick DEVEDJIAN que moi que d'autres d'ailleurs, qu'il ne fallait pas des contributions proportionnées à la ressource. C'est évident que si nous lançons un certain nombre de grands projets, on sait bien que ce n'est pas, je ne vais pas citer de communes...c'est pas la commune pauvre qui va pouvoir payer beaucoup, elle paiera en fonction de ce dont elle dispose et le département riche, la collectivité, la commune, l'intercommunalité plus riche mettra plus d'argent. Personne ne souhaite que une solidarité n'existe pas, bien entendu qu'elle existera. Et si on met en place une gestion, une gouvernance où il y a l'Etat, la région et les collectivités, cette gouvernance elle sera aussi sur les contributions financières. Moi je souhaite qu'il y ait une proportionnalité de la contribution financière en fonction de la ressource de chacune des collectivités...

**DAÏC AUDOIT**

On prend l'exemple de Paris avec monsieur MANSAT, est-ce qu'il faut régionaliser la taxe professionnelle puisque il y a des gens qui travaillent à Paris mais qui habitent en Seine-Saint-Denis et qui donc contribuent à la richesse de Paris ?

**PIERRE MANSAT**

Non mais il est certain que c'est la question centrale de toute cette affaire ; c'est ce qui motive d'ailleurs le mouvement politique et le débat qui se crée, ce sont les inégalités. Il y a des situations qui ne sont pas possibles, j'ai signé une tribune libre dans LE MONDE avec le maire de Sevan, Stéphane GATTIGNON... 80 % de la population, des ménages de Sevan sont exonérés d'impôt tellement ils sont dans des situations sociales dramatiques. C'est cette question-là qui est au cœur du débat, donc à partir de là effectivement, il faut à la fois que l'Etat se réinvestisse pas seulement politiquement peut-être ,mais se réinvestisse du point de vue financier : infrastructures de transport, etc. Il faut aussi évidemment partager les ressources, mais déjà Paris le fait. Paris le fait, Paris c'est 30 % de la contribution au syndicat des transports d'Ile-de-France...

**ROGER KAROUTCHI**

Paris est surdoté en moyens de transport il ne faut pas...30 %, faut pas (mot inaudible) tout

**JEAN-JACQUES CROS**

Justement ça nous donne l'occasion d'évoquer, Pierre MANSAT merci de la transition...ça nous permet donc d'évoquer les transports et nous avons Laurent qui est au téléphone avec nous qui habite Le Kremlin, justement pour une question sur les transports.

**LAURENT**

Oui bonjour madame, bonjour messieurs. J'avais une question effectivement sur les transports et notamment qui s'adresse plus particulièrement à madame de la GONTRIE, j'aurais voulu savoir quel serait l'intérêt d'avoir un Grand Paris pour les Franciliens dans le domaine dans des transports, sachant qu'actuellement trois personnes morales interviennent : le STIFF, la RATP et la SCNF et que ces trois personnes morales se renvoient systématiquement la balle au sujet des saturations de certaines lignes de métro et de RER et lors des incidents ? Donc le STIFF dit c'est pas moi c'est la RATP, la RATP dit c'est pas moi c'est le STIFF qui finance, et résultat, les Franciliens galèrent dans les transports matin et soir et je dirais c'est comme un comprimé on en prend matin, midi et soir, voilà !

**ROGER KAROUTCHI**

On n'est pas guéri pour autant !

**DAÏC AUDOUIT**

Est-ce qu'il faut modifier tout ça en faire...

**ROGER KAROUTCHI**

Bien sûr qu'il faut modifier tout ça, mais bien sûr, allons !

**JEAN-JACQUES CROS**

Allez-y Marie-Pierre de la GONTRIE.

**MARIE-PIERRE DE LA GONTRIE**

Je crois que Laurent a tout à fait raison de dire, ça suffit de se renvoyer la balle. Alors simplement préciser un point pour les personnes qui nous écoutent, la RATP et la SNCF sont censés être des prestataires et le STIFF est une structure régionale où sont les départements, des communes, etc. la région et qui finance l'équipement de transport dans l'ensemble de la région. Nous considérons à la région, que le problème des transports concerne l'ensemble du territoire et doit être géré de manière harmonieuse sur l'ensemble du territoire de la région. Pourquoi ? Parce que si vous regardez un petit peu, nous l'avons fait, les flux de déplacement ; les personnes par exemple qui travaillent à Paris ou qui travaillent à La Défense n'habitent ni Paris, ni La Défense pour une grande part d'entre eux. Ils viennent parfois de Melun, de Pontoise ou d'ailleurs, donc il faut que nous gérons le système des transports d'ensemble. Mais, là où Laurent a raison se renvoyer la balle n'a aucun intérêt pour les voyageurs, et c'est pour cela qu'en début d'émission je trouvai peu raisonnable, peu responsable et peu respectueux des usages que l'on puisse dire il suffit de mettre demain X millions d'euros sur le RER A pour finalement ne pas le faire.

**JEAN-JACQUES CROS**

Une précision, il y a des propositions qui sont faites à gauche comme à droite, Manuel VALLS l'a fait pour la gauche, il y en a d'autres qui le font pour la droite de dire il faut qu'il y ait une structure unique qui regroupe la SNCF francilienne, la RATP et les bus et que en fait il y ait une entité et que les investissements de la SNCF ne soient pas partagés entre le TGV et le Francilien ou le Transilien par exemple.

**DAÏC AUDOUIT**

Mais monsieur KAROUTCHI, c'est une structure ou une entreprise ?

**ROGER KAROUTCHI**

Non, moi ce que je propose depuis trois ans, c'est de dire ça suffit ! La RATP et la SNCF Ile-de-France se font concurrence entre le RER, le Transilien, parfois avec des investissements qui sont parallèles, qui ne desservent pas plus mais qui bouffent l'argent public. Je dis simplement la RATP et la SNCF Ile-de-France peuvent créer une entreprise unifiée de transport francilienne, qu'elles conservent chacune leurs intérêts en province ou à l'étranger c'est leurs problèmes mais une entreprise unifiée de transport francilien, ce qui limitera les coûts, ce qui limitera les investissements et les rendra plus productifs. Mais quand vous dites, il faut changer les choses, bien sûr qu'il faut changer les choses. Pardon de dire aux Parisiens, oui c'est vrai que vous contribuez à 30 % sur le syndicat des transports mais enfin il n'y a qu'à Paris qu'on est à 150 mètres d'une station de métro ou d'autobus. C'est normal qu'il y ait de la proximité.

**JEAN-JACQUES CROS**

Avec un bus, sauf que traverser Paris sur la ligne 13, c'est pas plus confortable...

**ROGER KAROUTCHI**

Oui mais on va changer les choses, mais il nous faut Métrophérique...

**MARIE-PIERRE DE LA GONTRIE**

...la moitié des personnes qui utilisent les transports à Paris ne sont pas parisiens...

**ROGER KAROUTCHI**

...il nous faut une rocade ferrée, il nous faut des lignes vers la grande banlieue. Sincèrement j'étais encore dans une gare de Seine-et-Marne, ville de 15 000 habitants quand même, il y a un train toutes les quatre heures, franchement ça ne peut pas continuer !

**DAÏC AUDOUIT**

Monsieur MANSAT est-ce que Paris bouffe tous les budgets du STIFF ?

**PIERRE MANSAT**

Mais bien sûr que non...

**ROGER KAROUTCHI**

Non mais c'est pas ça !

**DAÏC AUDOUIT**

C'est ce que vous dites un petit peu, quand même...

**MARIE-PIERRE DE LA GONTRIE**

...c'est ce qu'a dit DEVEDJIAN...

**ROGER KAROUTCHI**

Non, on ne dit pas tout, mais aujourd'hui est-ce qu'on a besoin de payer le tramway.

**MARIE-PIERRE DE LA GONTRIE**

Mais le STIFF n'a pas payé le tramway...

**ROGER KAROUTCHI**

Non mais la région, mais le tramway c'est l'argent de la région enfin...

**MARIE-PIERRE DE LA GONTRIE**

Je laisse Pierre répondre...

**PIERRE MANSAT**

Le tramway parisien sur le territoire parisien est une ligne de transport qui concerne aussi les habitants de la banlieue : 60 % des déplacements sur cette ligne se font comme origine ou comme lieu de destination une commune qui n'est pas Paris. Mais ce qui est clair c'est qu'aujourd'hui la priorité absolue doit être la création d'infrastructures de transport dites de banlieue à banlieue, c'est ça il faut arrêter de penser uniquement par des lignes de transport...

**JEAN-JACQUES CROS**

Et est-ce que Paris est prêt à financer ça ?

**PIERRE MANSAT**

Absolument, d'abord on le finance de par la loi, mais Bertrand DELANOË l'a annoncé, d'abord on y a contribué modestement mais c'était symbolique et l'UMP à Paris s'y est opposé, on a contribué à financer le

tramway Nanterre-La Défense-Issy-les-Moulineaux en mettant plusieurs millions sur cette infrastructure. On l'a annoncé, on a un protocole d'accord avec Saint-Denis, Aubervilliers, Patrick BRAOUEZEC, la communauté d'agglomération qui est au nord de Paris. Le maire de Paris s'est engagé à financer, à contribuer au financement du tramway qui s'appelle le « Tramy » et nous avons adhéré à l'association Orbival qui pousse, qui réunit d'ailleurs les élus de tous les courants politiques dans le Val-de-Marne et la Seine-Saint-Denis, puisque Claude BARTOLONE a adhéré avant-hier et qui pousse à la création de ce Métrophérique ou Arc express on l'appelle comme on veut en rocade, et Paris le maire de Paris a dit qu'il serait prêt là aussi à contribuer au financement de cette infrastructure.

**DAÏC AUDOUIT**

Tout va bien alors, il n'y a pas besoin de créer une nouvelle structure...

**MARIE-PIERRE DE LA GONTRIE**

Je vois que vous nous avez compris...

**JEAN-JACQUES CROS**

Il y a quand même un problème de fond qui est assez mal vécu par les Franciliens, c'est qu'à chaque fois qu'on parle de projet en matière de transport, c'est à échéance de quatre, cinq, dix ans et que en termes de vie quotidienne on ne voit pas le changement.

**ROGER KAROUTCHI**

C'est trop lent, mais bien sûr...

**JEAN-JACQUES CROS**

Marie-Pierre de la GONTRIE.

**MARIE-PIERRE DE LA GONTRIE**

Il y a un problème de fond qui est la durée des travaux, mais ça je crois que en tout cas aucun des deux élus qui m'entourent ne peuvent ignorer que effectivement c'est très compliqué de mener des chantiers publics, mais il y a aussi un problème de moyens et c'est pour cela que nous avons provoqué cette réunion de l'ensemble des partenaires à laquelle nous attendons que l'Etat nous indique à quelle hauteur il est prêt à financer.

**JEAN-JACQUES CROS**

Est-ce que je peux vous provoquer puisque la région est à la tête du STIFF, qu'il ait fallu entendre il y a quelques semaines pour se dire que peut-être sur la ligne A on pouvait mettre des rames à deux étages ? Ce n'est pas quelque chose qui pouvait être réfléchi ou pensé avant ?

**MARIE-PIERRE DE LA GONTRIE**

Monsieur CROS excusez-moi, vous avez entendu le président de la République parler de ça, sauf que vous pensez que le STIFF ne travaille pas en dehors des foucades...

**JEAN-JACQUES CROS**

Je ne sais pas, je vous pose une question...

**MARIE-PIERRE DE LA GONTRIE**

Je vous réponds et si vous le souhaitez, on vous invitera régulièrement d'ailleurs il y a des conférences de presse à la fin de chaque réunion du STIFF. On travaille tous les jours à cela et la question des rames à doubles étages dont j'ai d'ailleurs entendu un journaliste présent autour de la table dire mais il faut

faire attention, est-ce qu'on ne va pas mettre plus de temps pour descendre des rames et est-ce que finalement ça va être mieux. Tout ça pour dire que...

**JEAN-JACQUES CROS**

Je suis bien « La voix est libre », je le sais très bien...

**MARIE-PIERRE DE LA GONTRIE**

Oui je sais très bien la voix est libre mais néanmoins, si vous voulez Nicolas SARKOZY a tout à coup... parce que dans le journal la veille il y avait une photo avec des passagers qui étaient serrés dans le RER A... Je vais vous donner un exemple, la ligne 13 aujourd'hui tout le monde dit la ligne 13 est un problème. Lorsque nous avons discuté du contrat de projet et que la région, Jean-Paul HUCHON et moi, nous avons demandé l'inscription de la ligne 13 au contrat de projet c'est-à-dire des financements de l'Etat et de la région, que nous a répondu l'Etat ? On nous a répondu c'est un buzz médiatique, on en parle parce que les journalistes habitent sur cette ligne, monsieur KAROUTCHI vous me connaissez...

**ROGER KAROUTCHI**

Non sur la ligne 13 il n'y a pas beaucoup de journalistes, je ne voudrais pas dire...

**DAÏC AUDOUIT**

C'est la ligne qu'on prend nous parce qu'on est dessus...

**ROGER KAROUTCHI**

Ah bon parce que vous êtes là, c'est vrai...

**MARIE-PIERRE DE LA GONTRIE**

C'est dire que parfois il y a un problème de décalage entre la perception de la réalité des usagers et des décideurs. Peu importe, ce que je souhaite c'est que l'Etat se réengage monsieur KAROUTCHI l'a dit, il partage cette opinion, il est ministre donc c'est important qu'il l'exprime...

**ROGER KAROUTCHI**

...oui mais c'est pas dans les mêmes conditions...

**MARIE-PIERRE DE LA GONTRIE**

...qu'il soit présent lorsque nous allons réunir tous les partenaires qui ont déjà répondu présent, pour que nous sachions comment nous allons réunir 17 milliards pour le RER A, doubles étages, etc.

**JEAN-JACQUES CROS**

C'est vous qui avez le mot de la fin, merci d'avoir été avec nous aujourd'hui, merci à vous de nous avoir suivis, j'espère qu'on a un peu éclairé les fibres citoyennes en ouvrant le débat. Rendez-vous la semaine prochaine, la semaine prochaine nous parlerons de la gastronomie et des politiques ; est-ce qui il y a une cuisine de gauche et une cuisine de droite et on verra quels politiques sont des bons vivants. A samedi prochain toujours à la même heure, 11 heures 30 pour « La voix est libre », merci. 12:17:24. FINµ